

Maingain ferme de plus en plus la porte à une majorité bruxelloise sans le PS

■ Le président de Défi attaque le MR. Et positionne son parti pour la Communauté française.

Les avis sont partagés au CDH bruxellois. Entre ceux qui pensent qu'Olivier Maingain joue la montre pour faire monter les enchères; et ceux qui croient qu'il ne lâchera jamais le PS. Force est de constater que l'interview du président de Défi, jeudi, dans le "Vif", donne plutôt raison aux seconds.

Tout part de l'appel lancé le 19 juin par le président du CDH, Benoît Lutgen, de mettre le PS dans l'opposition à tous les niveaux de pouvoir. En d'autres termes: remplacer le PS par le MR, et éventuellement Ecolo, dans les gouvernements régionaux et de la Communauté française (ou Fédération Wallonie-Bruxelles).

Les écologistes ont dit non. Les libéraux ont dit oui. Un gouvernement wallon MR-CDH a pu être formé fin juillet. Mais le blocage persiste en Région bruxelloise et en Communauté française. Dans ces deux entités, Défi est incontournable pour constituer une majorité sans le PS. Olivier Maingain se sait en position de force. Et il en profite.

Au début de la crise, passablement énervé contre Benoît Lutgen, il a commencé par jouer avec les pieds des humanistes et des libéraux en refusant leurs invitations – ou en les acceptant à ses conditions – pour entamer des négociations.

Il a ensuite fait de l'adoption de nouvelles mesures de gouvernance un préalable à toute négociation gouvernementale, alors que MR et CDH voulaient coupler deux volets. M. Maingain est toujours sur cette ligne-là et continue à

exiger la mise à l'écart des députés inculpés (dont Joëlle Milquet, CDH).

Enfin, il n'a cessé de rappeler que les scandales éthiques, qui ont poussé les centristes à débrancher la prise des gouvernements, n'étaient en rien liés au fonctionnement de l'exécutif bruxellois. Lequel, selon lui, engrange des résultats.

Attaques en règle contre le MR

Fin juin, le président de Défi avait donné des signes d'ouverture envers le MR. Depuis lors, il a continuellement fait marche arrière. La preuve ce jeudi. À Bruxelles, un gouvernement MR-Défi-CDH "n'aurait qu'un siège de majorité. J'ai toujours considéré que ce ne serait pas raisonnable", dit-il. Avant de dégainer: "Je vois l'assiduité de certains députés régionaux MR", à qui il est parfois reproché les absences répétées au parlement bruxellois. "Ce n'est pas de nature à me rassurer."

Ce n'est pas la première charge lancée contre les libéraux. Dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire des œufs contaminés au fipronil, Défi s'en est directement pris à Willy Borsus (MR), le nouveau ministre-Président wallon, qui était encore ministre fédéral de l'Agriculture au déclenchement de la crise. Lorsque l'on souhaite s'acoquiner avec un parti pour former une nouvelle majorité, c'est le genre d'attaque que l'on évite...

Enfin, pointons encore les critiques acerbes de Défi contre le contenu de l'accord du nouvel attelage wallon.

À son retour de vacances, autour du 20 août, Olivier Maingain formulera une proposition visant à rendre viable le gouvernement de la Communauté française. Son intention est "que nous entrions dans la majorité francophone", Défi "pouvant faire le lien avec Bruxelles", clame-t-il. Ses intentions ne peuvent être plus claires.

A. C.